

Contribution du Groupe SOS à la consultation sur « Aides d'Etat – exemptions pour les petits montants d'aide (aides de minimis) »

Le Groupe SOS, groupe associatif leader de l'entrepreneuriat social en Europe regroupe 650 associations, entreprises sociales et établissements, qui combattent, agissent et innovent au profit des personnes en situation de vulnérabilité, des générations futures et des territoires.

Nous saluons la proposition de la Commission européenne visant à réviser et relever le seuil de minimis en vue de l'adapter au contexte économique actuel, d'améliorer les exigences de transparence notamment en prévoyant de publier les aides dans un recueil public, et de clarifier la notion d'entreprise.

Le règlement de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis prévoit que toutes les activités y sont soumises hors certains secteurs spécifiques et limitativement énumérés. Ce règlement dispose donc d'un champ d'intervention très large, et s'applique donc au secteur de l'économie sociale.

Néanmoins, le développement des acteurs de l'économie sociale se fait notamment par le soutien financier public. Le Groupe SOS, tout comme de nombreuses organisations qui relèvent du secteur de l'économie sociale, seront limitées par le nouveau seuil de 275 000€ proposés dans le nouveau règlement européen. Cela a pour conséquence directe, de freiner notre essor et nous oblige à solliciter des financements privés moins intéressants financièrement (dons, parrainages, cotisations des adhérents, prestations de services etc.)

Les possibilités existantes en matière d'aides d'état, telles que les aides à finalités régionale, les aides au financement des risques, les aides à l'embauches des travailleurs défavorisés ou les SIEG sont connues du Groupe SOS. Cependant, ces mécanismes financiers sont complexes et leur mise en œuvre sont contraignantes pour des entités de petites tailles et peu structurées.

Le champ d'application du règlement *« s'applique aux aides octroyées aux entreprises de tous les secteurs »* (article premier du projet de règlement). A ce titre, et si le secteur de l'économie sociale doit demeurer dans le champ d'application du règlement, le Groupe SOS considère qu'il est important que ce secteur bénéficie d'un soutien spécifique et appelle à un assouplissement des règles sur les aides à l'accès des entreprises sociales au financement. Dans ce cas de figure, il serait envisageable de bénéficier d'exemptions, de mesures spécifiques ou d'un règlement sur les aides d'état dédiés pour le secteur de l'économie sociale.

En effet, ce secteur est confronté à des difficultés que ne rencontrent pas les entreprises du champ concurrentiel classique. Pour ne donner qu'un seul chiffre, on estime à 1 milliard d'euros le déficit en financement annuel des entreprises sociales dans toute l'Union européenne. Comme le souligne le plan d'action pour l'économie sociale, le manque d'accès au financement est l'un des obstacles à l'épanouissement de l'entrepreneuriat social. Malgré le soutien de l'UE, les 2,8 millions entités de l'économie sociale en Europe manquent souvent des capitaux nécessaires pour développer leurs services. Si les instruments financiers dédiés aux entreprises sociales se sont considérablement développés au cours de la dernière décennie, des améliorations sont encore possibles. Une bonne connaissance mutuelle est essentielle pour combler le déficit d'investissement. Les acteurs financiers doivent être mieux soutenus pour comprendre les réalités des entreprises sociales et aider ces dernières à comprendre le monde et les instruments de la finance. Qui plus est, il est essentiel

d'assurer une compréhension par les acteurs financier (tant public que privé), des spécificités liées au secteur de l'économie sociale. En effet, les demandes de financement opérées par les acteurs de l'économie sociale auprès d'acteurs bailleurs non préalablement sensibilisés sont souvent évaluées selon des critères inappropriés, originaires de l'économie classique et entraîne donc un rejet de leurs demandes car celles-ci ne se conforment pas au retour sur investissement souhaité.

Plafonner les aides de minimis constitue un frein.

Nous sommes, dès lors, d'avis que cette adaptation du seuil constitue une première étape cruciale pour donner aux États membres davantage de possibilités d'organisation pour tenir compte des objectifs politiques de l'Union européenne (objectifs climatiques, transformation de l'économie par la promotion de la numérisation et de la durabilité, etc.) en fonction des besoins et ceci de manière adaptée à chaque région.

Il est aussi crucial que cette adaptation du seuil prenne en compte la période de 2012 à 2030 comme base du calcul lié à l'inflation pour déterminer l'ajustement du seuil de minimis. Une alternative, pourrait être d'envisager la non application de ce règlement dans certains cas de figure. Par exemple, lorsque l'organisation poursuit un objectif sociaux et/ou environnementaux.

Nous attirons ainsi l'attention sur la nécessité d'unifier au niveau européen les secteurs qui font d'ores et déjà l'objet d'une exemption des règles de concurrence à l'échelle nationale en vue d'obtenir un socle européen des exceptions des régimes des aides d'état. Il existe en effet d'ores et déjà des exemptions de certaines aides d'État qui « peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur » et nécessaires au bon fonctionnement et à l'équité de l'économie. L'article 107, alinéa 3 du TFUE accorde ainsi la compatibilité des « aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans l'Union, dans une mesure contraire à l'intérêt commun ». La notion « d'intérêt commun », en opposition à l'intérêt privé ou particulier, revêt ici un caractère fondamental.

Nous attirons donc l'attention sur la nécessité d'adapter le règlement général d'exemption par catégorie afin de relever le *seuil de minimis* et d'assouplir les règles sur les aides à l'accès des entreprises sociales au financement et finalement à la nécessité de constituer un socle commun concernant les exemptions relatives aux aides d'État à l'échelle européenne.